

tion de M. Hughes qui a été pendant plusieurs années premier ministre de l'Australie. Ce monsieur a représenté l'Australie à des conférences impériales avant et pendant la guerre et il est l'un des plus énergiques impérialistes de tout l'empire. Il a dit que la suggestion faite à l'Australie par un prétendu expert anglais de chercher son salut en accordant de plus grands avantages à la Grande-Bretagne ne serait pas bien accueillie par la population intelligente de l'Australie. Au nombre de ses arguments, il y en a un que je propose particulièrement au Gouvernement actuel, surtout à cause des suffrages obtenus dans les régions rurales de Québec et de l'Ontario. Il ajouta que non seulement la Grande-Bretagne n'avait rien fait pour aider l'Australie à sortir de ses difficultés, surtout au point de vue de l'industrie laitière, mais que les Anglais—le rapport ne dit pas s'il s'agit du gouvernement anglais, des institutions financières anglaises ou des commerçants anglais—quel que puisse être le groupe d'Anglais visé, avaient aidé à la Lettonie, à l'Argentine et à d'autres pays à améliorer leur industrie laitière afin de faire baisser les prix du beurre australien et néo-zélandais sur les marchés de l'Angleterre. On a vertement critiqué le ministère précédent, dans la province de Québec, pour avoir permis à ces produits de la Nouvelle-Zélande de concurrencer les nôtres, par suite du traité conclu avec ce pays. J'espère que le Gouvernement actuel songera à cet autre aspect, la concurrence soutenue par le capital et l'influence britanniques dans les pays étrangers, afin d'amener la diminution du prix des produits de l'Australie et du Canada en Angleterre. J'espère que ce sujet sera examiné à fond à la prochaine conférence économique. Je ne blâme pas les Anglais de penser d'abord à eux-mêmes. Ils pensent aux millions de chômeurs et à leurs familles qui sont dans une situation aussi difficile que celle qu'a décrite l'honorable représentant de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth), au sujet des quelques milliers de sans-travail de notre pays. L'Angleterre défend les intérêts de ses gens et prend des mesures d'ordre pratique pour abaisser le coût des vivres. Nous devrions agir de même et venir en aide d'abord à nos citoyens. Que l'Angleterre, l'Australie et le Canada s'occupent de leurs habitants d'abord, qu'au lieu de se livrer à des marchandages mesquins, chaque gouvernement remplisse le devoir qui lui incombe envers ses administrés, et je ne vois pas pourquoi nous ne trouverions pas un moyen par lequel les diverses nations britanniques s'aideraient l'une l'autre, chacune songeant d'abord à elle-même, puis aux autres.

J'espère que ce que j'ai lu, hier, sauf erreur, dans la *Gazette* de Montréal, au sujet d'une déclaration du ministre de l'Agriculture (M. Weir) n'est pas exact. D'un côté, l'ex-premier ministre de l'Australie affirme que les Anglais ont contribué à l'établissement de l'industrie laitière en Argentine afin d'abaisser le prix du beurre; de l'autre, le ministre canadien de l'Agriculture déclare qu'il encouragera l'exportation de vaches canadiennes en Argentine. Si les Anglais aident financièrement à abaisser le prix du beurre, et si nous contribuons d'une manière tangible par l'envoi de nos vaches en Argentine au progrès de l'industrie laitière de ce pays, je ne vois pas comment le Gouvernement pourra exécuter la promesse faites aux producteurs laitiers de l'Ontario et de Québec. Je cite ces faits pour montrer comme l'état de choses existant est compliqué.

On a beaucoup parlé de la difficulté de tenir la session actuelle de façon à résoudre le problème qui se pose en notre pays et en même temps, de permettre au Gouvernement d'assister au congrès impérial. Quant à moi, monsieur l'Orateur, j'affirme sans ambages que si le Gouvernement doit choisir entre l'expédition des affaires du pays et le voyage à Londres, que les ministres restent au Canada et s'occupent de leurs propres affaires. Si l'on peut s'occuper des deux choses, fort bien, mais je ne vois pas la nécessité de clore la session pour permettre à deux ou trois ministres d'aller à Londres. Le Gouvernement a une grande majorité et le premier ministre a sûrement assez de confiance dans ses collègues du cabinet pour compter qu'ils maintiendraient la cohésion du parti pendant son absence. Il devrait y avoir au moins deux ou trois ministres qui, ensemble, pourraient le remplacer.

Je ne partage pas l'avis exprimé par le chef de l'opposition. Il nous a conseillé de siéger pendant deux ou trois semaines, pour ensuite ajourner afin d'envoyer deux ou trois membres du Gouvernement à Londres; nous réunir de nouveau au début de novembre, ajourner pendant le temps des fêtes et reprendre au début de janvier. Ce peut être fort bien pour les ministres qui demeurent ici, ou pour le chef de l'opposition fixé également à Ottawa, mais un grand nombre des députés doivent gagner honnêtement leur vie chez eux, leur résidence étant située à 2,000 ou 3,000 milles de la capitale. J'en suis, bien que je ne demeure pas aussi loin et je comprends parfaitement la situation de mes amis de l'Ouest ou des Provinces maritimes. Je ne puis accepter une telle proposition. Ce ne serait ni nécessaire, ni favorable aux intérêts de la nation.

D'un autre côté, je conviens avec le chef de l'opposition qu'il serait enfantin d'imagi-